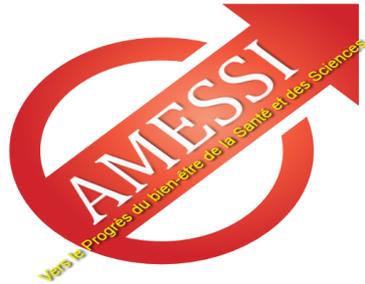


<https://www.ameSSI.org/Dossier-sur-Le-rechauffement>



# Dossier sur Le réchauffement climatique

- ENVIRONNEMENT PLANETE CLIMATOLOGIE



Date de mise en ligne : mercredi 22 août 2007

---

Copyright © AMESSI.Org® Alternatives Médecines Évolutives Santé et

Sciences Innovantes ® - Tous droits réservés

---

**Il s'agit d'un défi majeur auquel l'humanité doit faire face pour assurer son avenir. De nombreuses études scientifiques démontrent depuis 1990 que l'homme est responsable des changements climatiques qui dérèglent la planète : la canicule de 2003 en Europe, les inondations à répétition, la fonte des banquises et des glaciers, la violence des cyclones, tels que Katrina qui a ravagé la Nouvelle-Orléans en septembre 2005, ainsi que la désertification, illustrent les effets du bouleversement climatique. Ces changements sont dus aux émissions de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère.**

**Si l'homme en est responsable, il est aussi la victime de ces bouleversements, ainsi que la biodiversité, qui est également menacée. D'ici à 2050, les scientifiques prévoient la disparition de nombreuses espèces animales et végétales.**

**Il est donc urgent de prendre des mesures. Outre l'application du protocole de Kyoto du 10 décembre 1997 (les signataires s'engagent à réduire les gaz à effet de serre), que les Etats-Unis, premier pollueur de la planète, ont refusé de signer, il faut apprendre à maîtriser la consommation énergétique et à développer les énergies renouvelables.**

### CHANGEMENTS CLIMATIQUES -

Le réchauffement global, ennemi public numéro un

Le risque d'une catastrophe environnementale globale laisse planer le spectre d'une Terre qui court irrémédiablement à sa perte. Le protocole de Kyoto témoigne d'un engagement de la communauté internationale sur la voie de la raison écologique, mais le combat est loin d'être gagné.

« Personne ne peut dire exactement à quoi ressemble une planète quand elle tombe malade, mais la Terre pourrait en être un exemple. Oubliez l'idée selon laquelle le réchauffement climatique global est d'une tiède urgence et que cela pourrait prendre des décennies. Désormais et de façon inattendue, la crise est devant nous. » Dans sa dernière livraison, Time veut tirer la sonnette d'alarme. « Soyez inquiet, très inquiet », titre en une le magazine américain, montrant la photo d'un ours blanc sur un morceau de banquise, symbole de la menace que font peser les changements climatiques sur notre habitat.

« Le pire est à venir », prévient Time, qui établit une liste d'espèces animales et végétales menacées d'extinction. « Arbre à carquois », « éléphant 'Afrique », « bernache à cou roux », mais aussi des dizaines de papillons et de grenouilles. « Ce qui inquiète particulièrement les scientifiques, c'est que si nous en sommes aux prémices du réchauffement, les pertes constatées et les espèces menacées pourraient n'être qu'un avant-goût de ce qui nous attend. D'après une étude, plus d'un million d'espèces à travers le monde pourraient s'éteindre d'ici à 2050. »

Pour Time, la fréquence et la violence des catastrophes naturelles de ces derniers temps sont un signe de l'actualité des changements climatiques. « Il y a toujours eu des catastrophes et il y en aura toujours. Mais quand elles frappent aussi fort et aussi vite, quand l'urgence devient un lieu commun, c'est que quelque chose tourne vraiment mal. Ce quelque chose, c'est le réchauffement global », assure Time, qui adopte un ton volontairement alarmiste.

The Independent n'est pas en reste. Particulièrement engagé sur les questions environnementales, le grand quotidien de gauche britannique fait quasiment oeuvre de pédagogie à l'égard de ses lecteurs. Une ligne éditoriale

qui trouve son aboutissement dans sa couverture datée du 29 mars 2006, consacrée exclusivement au « grand réchauffement climatique ». « Votre monde. Vos propos », titre en une The Independent, qui publie une sélection de lettres et de courriers électroniques de lecteurs invités la veille à s'exprimer sur le sujet. Pour ce faire, le député travailliste Colin Challen a publié une contribution éditoriale en forme d'appel : « Nous devons imaginer l'inimaginable et convaincre les électeurs. » C'est en tout cas le programme que s'est fixé le nouveau Groupe parlementaire sur les changements climatiques, présidé justement par Colin Challen.

Outre-Manche, le sujet est d'autant plus d'actualité que le gouvernement a reconnu, le 28 mars, son incapacité à remplir son engagement à réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre en 2010 par rapport à 1990. La ministre de l'Environnement, Margaret Beckett, a précisé qu'elle visait désormais une diminution de 15 à 18 %, rapporte The Guardian de Londres dans son éditorial. Ce qui est toujours mieux que les 12,5 % imposés par le protocole de Kyoto. « Plutôt que de revoir, comme hier, ses ambitions à la baisse, le gouvernement devrait les renforcer, et viser une réduction de 60 % de ses émissions de carbone d'ici 2050, comme il l'espérait autrefois. Pour l'heure, cela semble impossible. La bonne nouvelle est que le gouvernement et les partis de l'opposition ont accepté d'agir. La mauvaise est que jusqu'ici leurs solutions sont superficielles. Une sorte de vernis écologique. »

« Il n'y a pas de solution miracle pour mettre fin à la dépendance au carbone », se défend Margaret Beckett dans The Independent. La ministre se félicite de ce que « le Royaume-Uni a fait plus que n'importe quel autre pays : il continuera dans cette voie ».

Les Etats-Unis, les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre, ont eux refusé de ratifier le protocole de Kyoto, entré en vigueur en février 2005. Pour des raisons politiques, l'administration Bush s'est toujours montrée hostile au débat scientifique sur les changements climatiques. James Hansen, directeur des questions climatiques à la NASA, peut en témoigner, lui qui avait accusé au début de l'année la Maison-Blanche de l'empêcher de parler du réchauffement global. Libre de s'exprimer dans les colonnes de Time, cet expert affirme qu'en matière de changements climatiques « nous sommes proches d'un point de rupture ».

La sensibilisation de l'opinion publique américaine pourrait progresser grâce à une vaste campagne médiatique lancée aux Etats-Unis. Newsweek note qu'un certain nombre « de livres, de films et de spots publicitaires intelligents font du réchauffement global le thème du moment ». Entre autres, l'hebdomadaire signale la sortie d'« Une vérité gênante », un film et ouvrage sur la croisade écologique lancée par l'ancien vice-président et candidat malheureux à la Maison-Blanche Al Gore.

Aux Etats-Unis, la promotion de cette campagne sera assurée par l'Advertisement Council. Cette organisation privée à but non lucratif, véritable faiseur d'opinions, qui « consacre plus de 1 milliard de dollars chaque année en temps et espaces médiatiques pour une dizaine de messages formatés de façon efficace », a pris fait et cause pour la lutte contre le réchauffement climatique. Philippe Randrianarimanana

Pour sauver la planète, regelons l'Arctique !

Face au réchauffement climatique, un chercheur canadien propose de regeler la calotte glaciaire arctique. Ce projet coûterait 50 milliards de dollars.

Nous devons arrêter de nous déplacer en 4 x 4, recycler tout ce que nous pouvons et alimenter nos maisons en énergie solaire. Ça, nous le savons. Mais, si ces mesures ne marchent pas et que le réchauffement planétaire s'accroît, nous devons peut-être regeler nous-mêmes les banquises de l'Arctique. C'est en tout cas ce que propose Peter Flynn, chercheur en génie mécanique de l'université d'Alberta, au Canada. Lorsque ce dernier a entamé ses recherches, son but était de déterminer si un courant marin arctique pouvait stocker du carbone dissous. Puis il s'est intéressé à l'affaiblissement des courants de profondeur provoqué par la fonte des glaciers. Les eaux profondes de l'Arctique, qui sont salées, froides, et donc très denses, s'écoulent vers le sud en laissant un vide. Un

vide que vont combler les eaux tropicales de surface [chaudes et donc moins denses], qui, elles, s'écoulent vers le nord. Ce système de courants en tapis roulant, alimenté par la différence de densité entre eaux profondes et eaux de surface, contribue au climat tempéré de l'Europe. Mais le surplus d'eau douce issue de la fonte des glaciers fait baisser la densité des eaux profondes de l'Arctique et induit par conséquent une diminution du flux d'eaux chaudes vers le Nord. L'Europe se retrouve alors face à un danger de refroidissement. "Lorsqu'on met une couche d'eau douce sur l'océan, on influe sur les schémas de circulation des courants, explique Flynn. Dans un premier temps, la planète se réchauffera, puis nous serons plongés dans un froid glacial."

Pour Flynn et son équipe, la seule chance de préserver le climat de l'Europe serait de refroidir artificiellement les courants marins en regelant la calotte glaciaire. Pour ce faire, ils ont envisagé la mise à flot de barges dotées de serpentins qui serviraient de réfrigérateurs géants. De toutes les solutions, celle-ci s'est avérée la plus raisonnable économiquement parlant : son coût serait de 50 milliards de dollars seulement. Huit mille barges totalement automatisées pulvériseraient de l'eau douce dans l'air pour accélérer la formation de la calotte glaciaire, pomperaient de l'eau de mer et la déverseraient sur la banquise pour qu'elle l'épaississe en gelant. En fondant, cette grande quantité de glace d'eau de mer alimenterait les courants de profondeur avec de l'eau salée dense. Christopher Field, responsable du département d'écologie mondiale au Carnegie Institute (Michigan), a trouvé l'idée de Flynn intéressante, mais insiste sur le fait que la priorité immédiate est d'empêcher le changement climatique ou, au pire, de s'y adapter. "Cette solution doit rester un dernier recours", a-t-il précisé. Flynn affirme également qu'il s'agit uniquement d'une solution de la dernière chance : "C'est un plan d'urgence, le genre de réponse que l'on apporte lorsque l'on se pose la question : et si... ? La meilleure façon de faire face au réchauffement planétaire, c'est d'en traiter les causes, pas les symptômes. Mais l'espèce humaine est peu douée dans ce domaine. C'est donc une solution d'urgence, au cas où nous ne parviendrions pas à traiter les causes du changement climatique."

Britt Petterson

Seed

### CANADA -

Le protocole de Kyoto ? Quel protocole ?

Il y a quelques mois encore, le Canada était considéré comme un pays en pointe sur la question du réchauffement. Mais les conservateurs, au pouvoir depuis janvier 2006, en ont décidé autrement.

Le Canada a perdu la face devant la communauté internationale à Bonn quand, le mois dernier, sa ministre de l'Environnement Rona Ambrose a inauguré la conférence des pays liés par le protocole de Kyoto en soulevant des doutes sur le réalisme des objectifs négociés pendant dix ans. Des dizaines de délégations ont été sidérées d'apprendre que le Canada ne s'engageait plus à atteindre l'objectif de ramener ses émissions au niveau de 6 % sous le seuil de 1990, convenu à Kyoto en 1997 et ratifié en 2004. Plusieurs délégués ont demandé aux groupes écologistes canadiens de leur expliquer ce qui s'était passé depuis la conférence de décembre dernier, quand la communauté internationale avait salué le "leadership canadien".

Les grandes délégations n'ont pas voulu stigmatiser l'attitude du Canada, désormais classé par les stratèges de l'Union européenne "dans le sillage de l'administration Bush", expliquait officieusement un proche de cette délégation. Mais on était moins avare de commentaires au Parlement, où le chef du parti néodémocrate [socialiste], Jack Layton, affirma que "le Canada était en train de devenir la risée du monde" avec sa position ramollie sur Kyoto. Et Gilles Duceppe, le chef des indépendantistes du Bloc québécois, a qualifié de son côté de "totalement irresponsable et très dangereux" l'alignement politique des conservateurs dans le dossier du réchauffement climatique. [Lors de la dernière conférence onusienne, qui s'est tenue à Montréal en décembre 2005, le Canada avait déployé des efforts considérables pour assurer l'avenir de l'accord de Kyoto. Mais le nouveau Premier ministre, Stephen Harper, du Parti conservateur, est défavorable au protocole de l'ONU et s'aligne sur les positions américaines.]

Se moquant des propos de la ministre de l'Environnement sur les dangers d'une réduction des gaz à effet de serre, le chef du Bloc a déclaré : "Écoutez les déclarations de la ministre disant que les autos arrêteraient de rouler, les avions de voler, les trains de rouler. Il faudrait cesser l'agriculture, fermer les lumières toute la journée. Si c'était au festival "Juste pour rire", ça serait pas mal. Mais c'est la ministre qui dit ça." Et il a ajouté : "Les trains roulent et les avions volent à Heathrow et à Roissy, même si l'Europe a ramené ses émissions à 1,3 % sous la barre de 1990." En comparaison, le Canada dépasse son objectif de plus de 35 %.

A Bonn, la centaine d'organismes environnementaux regroupés dans le Réseau action climat international a

demandé à la ministre Rona Ambrose de laisser la présidence de la conférence internationale à un gouvernement dont les gestes sont en accord avec sa pensée. "Nous croyons que les parties ayant ratifié le protocole seront mieux servies par une présidence qui soutient leurs décisions et s'appuie sur le travail accompli depuis plus de quinze ans. Si vous êtes déterminée, en votre âme et conscience, à ce que le Canada ne respecte pas ses engagements contenus dans le protocole de Kyoto, et que vous ne pouvez faire preuve du leadership que nous attendons de la présidence, retirez-vous honorablement. S'il vous plaît."

C'est ce qu'a fait officieusement la ministre, qui a quitté Bonn dès le lendemain de l'inauguration, sans démissionner, alors que la conférence s'attaquait à quinze jours de travaux.

"Elle est passée en coup de vent pour couper le ruban. Cela aura été la grande contribution du Canada à cette conférence ! Elle n'est même pas restée pour entendre ce que les autres pays ont à dire. Elle a reconnu que l'Arctique serait très touché par le réchauffement du climat, mais elle n'a pas parlé une seule fois d'objectifs de réduction à long terme, ce qui est le but premier de la conférence qu'elle préside. C'est une vraie honte", s'est indigné Steven Guilbeault, de Greenpeace Québec, qui participait à la rencontre de Bonn. Au cours de la conférence de presse, la ministre avait été prise à partie par les journalistes, désireux de comprendre ce virage canadien qui les avait "sidérés". Rona Ambrose s'est dite en faveur de la mise en place d'un marché de crédits d'émissions après 2012 et a insisté sur la nécessité d'ouvrir la porte aux pays émergents et en voie de développement. La ministre canadienne a par ailleurs expliqué que le Canada ne pensait pas pouvoir atteindre ses objectifs de réduction d'ici à 2012, "parce qu'il n'y a aucun plan d'action en marche au Canada", ne précisant pas que c'est son gouvernement qui venait de mettre la hache dans les programmes qui devaient démarrer ce printemps au Canada.

Louis-Gilles Francoeur

Le Devoir

Indépendant

Si le gouvernement fédéral renie ses engagements, le Québec fera cavalier seul pour respecter le protocole de Kyoto. Le Premier ministre libéral, Jean Charest, a annoncé que la province poursuivrait ses efforts pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Le chef de l'opposition, André Boisclair, a pour sa part jugé que le Québec devait adopter une loi l'obligeant à respecter les engagements de Kyoto. Une suggestion rejetée par M. Charest.

### ÉTATS-UNIS - Al Gore et le réchauffement climatique

L'ancien vice-président multiplie les conférences afin de mobiliser l'opinion face à la catastrophe écologique qui s'annonce. Mais pourquoi n'a-t-il pas agi lorsqu'il était au pouvoir aux côtés de Bill Clinton ?

Al Gore, l'homme qui aurait dû être le 43<sup>e</sup> président des Etats-Unis, se trouvait récemment en Grande-Bretagne. Sa visite aurait dû se faire au nom de son gouvernement et être l'un des temps forts de son deuxième mandat, mais la Cour suprême en a décidé autrement lorsqu'elle a donné l'avantage à Bush. C'est donc à titre privé qu'il est venu nous avertir que le chaos climatique engendré par l'homme "pourrait annoncer ni plus ni moins la fin de la civilisation". Gore dit vrai, ses discours font froid dans le dos, mais ils présentent une lacune qui vaut bien le trou de la couche d'ozone, l'un de ses sujets favoris depuis plusieurs dizaines d'années.

Lors de ses conférences, il expose les problèmes sans détour, avec toute la clarté nécessaire. "Nous rejetons tant de gaz carbonique dans l'atmosphère que nous avons littéralement modifié la relation entre la Terre et le Soleil, fait-il valoir. Résultat, l'accumulation d'énergie thermique que la Terre devrait en principe renvoyer dans l'espace commence à dessécher certains éléments délicats des systèmes vivants de la planète. Ce qui est en jeu, aujourd'hui, c'est l'habitabilité de la planète." Seuls 6 °C nous séparent de récoltes insuffisantes au niveau mondial, et de nombreux climatologues estiment que nous aurons atteint ce degré de réchauffement avant moins d'un siècle.

Pourquoi Clinton et Gore n'ont rien fait

Reste à savoir pourquoi aucun gouvernement américain n'a réagi à ces avertissements jusqu'à maintenant. C'est là le "trou" dans les discours de Gore. Car il n'y a pas que Bush qui ait un parcours catastrophique du point de vue de l'environnement. Quand Bill Clinton et Al Gore étaient à la Maison-Blanche, ils ont défendu des positions analogues.

Ils ont réussi à conclure l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), un traité qui définit les réglementations sur l'environnement comme des "distorsions de marché" illégales relevant des tribunaux. Clinton et Gore ont autorisé le déversement de dioxine dans les océans et laissé s'accomplir la plus grande déforestation de toute l'histoire des Etats-Unis. Je pourrais continuer indéfiniment.

Clinton et son vice-président étaient pourtant au courant du problème. En 1992, Al Gore a écrit un livre remarquable, *Earth in the Balance* [La Terre en jeu], qui exposait les risques climatiques mieux que personne ne l'avait fait jusque-là. Ses prévisions étaient surprenantes. Il affirmait notamment que le réchauffement climatique provoquerait des ouragans de plus en plus violents, menaçant des villes américaines comme La Nouvelle-Orléans. Il annonçait aussi que le sol gelé des tourbières de Sibérie allait fondre, libérant dans l'atmosphère d'énormes quantités de gaz à effet de serre. Il mettait aussi en garde contre la multiplication des famines en Afrique subsaharienne qu'allaient causer les perturbations du régime des pluies. Non seulement il comprenait la situation, mais aussi il la comprenait mieux que personne.

Alors, pourquoi Clinton et Gore n'ont-ils pas tenu leurs promesses ? Les journalistes sont souvent tentés de dire que c'est à cause de leur faiblesse morale. Ils sont hypocrites, menteurs, c'est toujours la même histoire. Si seulement on pouvait trouver des responsables politiques parfaitement vertueux, on serait tiré d'affaire. Hélas, la réalité est moins simple que cela, et aussi plus inquiétante. Aux Etats-Unis, chaque candidat à la présidence doit financer une gigantesque campagne électorale, et à cette occasion un groupe est toujours présent, le portefeuille grand ouvert : le secteur des énergies fossiles. Qu'on soit démocrate ou républicain, on n'obtient jamais la clé de la Maison-Blanche si on n'a pas léché les bottes des pétroliers et des gaziers.

Cette corruption légale est souvent si outrancière que de nombreuses entreprises financent les deux partis pour être sûres que le vainqueur leur sera redevable. Tout écologiste, si modéré soit-il, est rapidement mis au pas. Or 28 compagnies gazières et pétrolières - de BP Amoco à Enron, en passant par Exxon et Chevron - ont contribué à la campagne de Gore. Occidental Petroleum a financé l'investiture de Clinton et de Gore, et ce dernier a réussi à arracher à son PDG une rallonge de 30 000 dollars.

Ces entreprises, qui sont farouchement opposées à toute mesure visant à réduire les émissions de gaz, mènent le jeu politique des Etats-Unis. Autant dire qu'elles tiennent la bride aux présidents et aux sénateurs, qui sont obligés de passer environ la moitié de leur temps à collecter des fonds. D'après [le journaliste] Bob Woodward, Clinton était tellement exaspéré par cette course aux financements qu'il a un jour lancé : "On passe tellement de temps à collecter des fonds que c'est à se demander quand on gouverne !"

### Un lobby pétrolier trop puissant

Certains politiques s'accommodent de cette situation ambiguë en sacrifiant au néolibéralisme, une idéologie selon laquelle il n'existe aucun conflit entre l'intérêt public et les intérêts des entreprises. Charles Winston, ministre de la Défense sous Eisenhower, affirmait que "ce qui est bon pour General Motors est bon pour les Etats-Unis".

Al Gore est trop intelligent pour tomber dans ce panneau, mais il s'est retrouvé pieds et poings liés. Quand Clinton est arrivé à la Maison-Blanche en 1992, Gore a fait pression sur lui pour qu'il adopte la seule solution sensée en matière d'environnement : une taxe sur l'énergie qui aurait été particulièrement douloureuse pour les producteurs de charbon - le combustible le plus polluant - et qui aurait eu un effet d'entraînement sur le gaz naturel et le pétrole. Clinton a accepté, tout en adressant un signe de tête nerveux à ses donateurs, mais il n'a pas réussi à faire voter la taxe par un Congrès alors démocrate, mais lui aussi dépendant jusqu'au cou du pétrole. Or, dans tous les discours inspirés de Gore, on ne trouve que des allusions fugitives aux "groupes d'intérêts qui voudraient qu'on ignore le réchauffement climatique". Il ne dit pas un mot sur sa propre dépendance à leur égard. Alors, Gore a-t-il vraiment l'intention de donner un coup de frein au réchauffement climatique ? Sans doute pas, car, s'il veut être candidat à la présidence en 2008, il sera obligé de faire appel au lobby pétrolier pour financer sa campagne.

Johann Hari  
The Independent

Al Gore aurait pu continuer encore longtemps à donner ses conférences sur les conséquences dramatiques du réchauffement climatique dans une relative indifférence, mais un réalisateur américain en a décidé autrement. Le documentariste Davis Guggenheim a en effet décidé de porter la croisade de l'ancien vice-président américain à l'écran. Présenté au Sundance Festival, puis à Cannes, le film intitulé *An Inconvenient Truth* (Une vérité qui dérange) remporte un vif succès depuis sa sortie sur les écrans américains fin mai. Il ne sortira en France qu'au mois d'octobre 2006.

Les Chinois suivent le mauvais exemple américain

Faute de moyens, la Chine continue à construire des centrales à charbon nocives pour l'environnement. Les Etats-Unis, pourtant à la pointe des technologies plus propres, font de même, mais pour des questions de rentabilité. La Chine va supplanter les Etats-Unis en tant que premier émetteur de CO<sub>2</sub> d'ici à 2009, soit dix ans plus tôt que ne l'avaient indiqué les prévisions précédentes, et ce non seulement à cause de l'explosion du nombre d'automobiles, mais aussi et surtout en raison de l'appétit vorace de l'empire du Milieu pour le charbon, qui est le plus polluant de tous les combustibles utilisés pour produire de l'électricité. La Chine consomme déjà plus de charbon que les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon réunis. Tous les sept à dix jours, une nouvelle centrale au charbon ouvre ses portes quelque part en Chine. Une seule d'entre elles pourrait fournir en électricité tous les foyers de Dallas ou de San Diego.

Le plus effrayant, pour tous ceux qu'inquiètent les conséquences à long terme du réchauffement planétaire, est que presque toutes ces centrales fonctionnent selon le système traditionnel, c'est-à-dire en brûlant du charbon pulvérisé pour fabriquer de l'électricité. Et le plus triste est qu'il existe une technique beaucoup plus propre. Connue sous le nom de gazéification intégrée à un cycle combiné (GICC), celle-ci permet de transformer le charbon en gaz avant de le brûler. Les centrales qui utilisent cette technique produisent moins de particules responsables du smog et des pluies acides que les centrales classiques. Et, plus important encore pour l'environnement, elles disposent d'une efficacité énergétique supérieure. Enfin, elles permettent la capture des gaz à effet de serre avant qu'ils ne pénètrent dans l'atmosphère. On peut alors les stocker en profondeur [voir CI n° 698, du 18 mars 2004].

Cette nouvelle technique est encore difficile d'accès en Chine, mais elle est à la portée des installations américaines. Ce qui nous amène à la construction annoncée par TXU, une grande compagnie texane d'électricité, de onze nouvelles centrales au charbon au Texas et d'une douzaine d'autres monstres dévoreurs de charbon dans le reste du pays.

Il s'agirait là de la plus grande vague de constructions axées sur le charbon depuis des années. TXU utilisera-t-elle la nouvelle technique de combustion ? La réponse est négative. Elle continuera comme autrefois à broyer du charbon parce que, d'après elle, les vieux modèles de centrales sont plus fiables. Mais la véritable raison pour laquelle elle préfère les centrales à l'ancienne est que celles-ci sont plus faciles à construire, moins chères à faire fonctionner et, enfin, beaucoup plus rentables. Ainsi, TXU va imiter les Chinois et s'offrir (et à tout le pays) au moins cinquante années supplémentaires d'électricité produite grâce à la technique la plus émettrice de carbone qui existe au monde. Barbara Boxer, la sénatrice démocrate de Californie qui va bientôt prendre la tête de la commission chargée de l'Environnement au Sénat, veut imposer une taxe sur les émissions de carbone (comme en Europe) pour pousser les compagnies comme TXU à investir dans des technologies plus propres, des technologies que la Chine pourrait ensuite utiliser dans ses centrales. A en juger d'après le message qu'envoient le Texas et la Chine, Mme Boxer va devoir très vite "aller au charbon".

The New York Times